

NOV 29 1977

PROCES-VERBAL DU COMITE POLITIQUE DE LA LOR-RWL.  
NUMERO 2 11-12 NOVEMBRE 1977

ASSISTANCE : Corbière, Paquette, <sup>st.</sup> Tyson, <sup>Col</sup> Lachance, <sup>Bib</sup> Foco, <sup>Jud</sup> Samuels, <sup>Sam</sup> Joséphine, <sup>Par</sup> Carignan,  
<sup>Jr</sup> Crandall, <sup>n</sup> Lafitte, <sup>n</sup> Beaurégard.

Absents avec raison : Mackenzie, <sup>B</sup> Xavière, <sup>m C</sup> Clément, <sup>Y</sup> Rose, <sup>A</sup> McAlister. <sup>Ca</sup>

1) Ordre du jour.

Rapport de Corbière sur les modifications apportées à l'ordre du jour tel que prévu par le 1er Comité Politique.

Proposition : D'adopter l'ordre du jour tel que présenté. (ADOPTÉE).

Proposition : Que Strong et Brock soient invités à la discussion sur le GSTQ, et que Brock soit invité à la discussion sur la question linguistique. (ADOPTÉE).

2) Rapport sur la situation politique.

Rapport de Corbière.

Proposition : Que 2 camarades soient assignés à élaborer davantage le rapport pour la prochaine réunion du Comité Politique et que ces 2 camarades assistent à toutes les réunions des 2 BN discutant de ce rapport qui sera circulé aux Bureaux. (ADOPTÉE).

3) Rapport international.

Rapport de Carignan.

Le rapport a présenté certaines des discussions du SU d'octobre et du Comité Directeur de la TMI qui a unanimement voté sa dissolution. Une déclaration sur la dissolution paraîtra dans un prochain Bulletin International. Il a également rapporté la décision prise de fusionner l'édition <sup>Australie</sup> française d'Inprecor avec Intercontinental Press à partir du 1er janvier 1977.

4) Situation de la LOR-RWL.

Rapports de Lachance et Paquette.

Discussion sur la situation de l'organisation au Canada et au Québec à ce stade-ci du processus de fusion. Les rapports sont de nature informationnels. Aucune proposition n'a été soumise.

5) Affaires courantes.

Rapport de Samuels.

Proposition : D'affecter Lachance à discuter avec Clément de sa lettre de démission du Comité Politique. (ADOPTÉE).

Proposition : De transférer Corbière à Toronto. (ADOPTÉE).

Proposition : De transférer McAlister à Vancouver. (ADOPTÉE).

Proposition : Que le prochain Comité Politique se tienne les 17-18 décembre. (ADOPTÉE).

Proposition : Que l'ordre du jour soit : Rapport Politique ; Elections fédérales; Fonctionnement du Comité Politique; Ordre du jour du prochain CC et du prochain Congrès; RCMP. (ADOPTÉE).

Proposition : Que le prochain Comité Politique se tienne à Montréal. (ADOPTÉE).

Proposition : De ne pas tenir de Comité Central durant la période de Noël et de fixer la date du CC au prochain Comité Politique. (ADOPTÉE).

La motivation pour ne pas tenir un CC à Noël est la nécessité de préparer sérieusement un tel CC et l'impossibilité de le faire avant Noël. Le coût d'un CC (plus de 5,000 dollars) implique que les CC doivent être très bien préparés afin d'assurer les discussions les plus sérieuses.

Proposition : De publier le rapport sur les Elections fédérales pour le Comité Politique et de discuter le rapport à la prochaine réunion. (ADOPTÉE).

#### 6) Question Linguistique.

Rapport de Lachance (cf. Annexe 1).

Contre-rapport de Lafitte.

Proposition : Que le rapport de Lachance soit publié en annexe du procès-verbal, que le contre-rapport de Lafitte soit circulé au CC lorsqu'il sera rédigé et que les 2 rapporteurs rédigent un bref texte indiquant les points d'accord et les points de désaccord entre les 2 rapports pour poursuivre la discussion au Comité Politique, (ADOPTÉE).

#### 7) Congrès du GSTQ.

Rapport de Corbière. (cf. Annexe 2).

Proposition : Que le Comité Politique autorise le camarade Alvin à rencontrer le GSTQ et à avoir des discussions avec eux. Le camarade devra toutefois discuter avec les camarades du BN avant ces discussions, et par la suite faire rapport sur elles. (ADOPTÉE).

AJOURNEMENT.

ANNEXE NO.1 - AU PROCES-VERBAL NO. 2 DU COMITE POLITIQUE.  
RAPPORT SUR LA QUESTION LINGUISTIQUE DE SIMONE LACHANCE.

---

La question linguistique au Québec a été une des questions laissées de côté pendant le processus de fusion. D'une part, la LSO/LSA avait une ligne assez élaborée sur cette question. Le GMR et le RMG, par contre, n'avaient pas beaucoup discuté la question.

Le but de ce rapport est d'initier une discussion en vue de l'élaboration d'une ligne pour la LOR.

Evidemment, il y a un accord très large sur l'approche générale qu'il faut prendre envers cette question. Voici les éléments de cet accord, sans dire qu'il y a accord sur les formulations précises.

1. Éliminons les privilèges de la langue anglaise

Notre analyse de l'oppression linguistique des Québécois (les francophones au Québec) découle de notre analyse de l'oppression de la nation québécoise. La langue française constitue une des caractéristiques qui définissent cette nation (de pair avec la culture, le territoire et la conscience nationale bien définie).

Après la défaite de la rébellion de 1837, Lord Durham visait l'élimination de cette nationalité par l'assimilation linguistique forcée des francophones à la langue et la culture anglaise. Pourtant, évidemment, il n'a pas réussi.

Depuis là, la bourgeoisie canadienne a révisé cette stratégie pour profiter de la division de la classe ouvrière entre francophones opprimés et anglophones. Toutes les études démontrent que les francophones unilingues sont les moins bien payés (à part les Inuits et les Amérindiens). Les unilingues anglais sont les mieux payés. Le français c'est la langue de travail à bon marché et du chômage.

La question du droit des francophones à vivre, à étudier, à travailler dans leur langue sans discrimination revient continuellement dans divers luttes au cours de l'histoire du Québec.

Lors de la montée du nationalisme québécois pendant les années 60, une série de revendications linguistiques ont été avancées:

- 1) à Ste-Généviève en 1966 contre une tentative de transformer une école française en école anglaise;
- 2) la crise de 1968-69 pour un McGill français et contre le bill 63 qui garantissait les écoles anglaises;
- 3) à General Motors pour le droit de travailler en français;
- 4) la lutte de 1967-68-69 à St-Léonard pour un système scolaire intégré et français avec l'élimination du système parallèle anglais.

La mobilisation contre le bill 63 a été massive et a largement contribué à la chute du gouvernement de Bertrand.

a. Bilinguisme

D'une part, au niveau fédéral, les libéraux ont essayé d'introduire une solution à la crise de la Confédération et la montée du mouvement indépendantiste par la propagande pour le bilinguisme. Un programme a

été insauré au niveau du gouvernement fédéral pour rendre bilingue la fonction publique. Des primes de bilinguisme ont été introduits. Trudeau a fait une tournée dans l'Ouest pour essayer de convaincre la population de prendre des cours de français. Mais tout cela a été une farce.

Il n'y a toujours pas de service en français du CN de Montréal à Toronto! Le but réel a été de convaincre les francophones du Québec qu'en échange ils devaient apprendre l'anglais.

Nous nous opposons à ce bilinguisme. Bien sûr, nous ne sommes pas contre l'idée que des gens dans une nation ou l'autre apprennent d'autres langues. Mais nous défendons le droit des francophones du Québec à vivre sans être obligés de parler un seul mot d'anglais. Nous défendons également le droit des francophones hors du Québec à avoir des écoles dans leur langue et de pouvoir protéger leur langue et culture, car au contraire de Trudeau, nous n'acceptons pas que les francophones hors Québec soient des otages en échange pour le maintien des privilèges de la minorité anglaise au Québec qui, elle, n'est pas du tout en danger de perdre sa langue et sa culture.

Nous rejetons les positions des staliniens et des sparticists en faveur de "l'égalité" des langues. Nous reconnaissons que pour établir une véritable égalité, il faut d'abord la révolution socialiste comme condition préalable à l'élimination de l'oppression nationale, mais il faut lutter maintenant pour compenser l'inégalité actuelle des francophones partout dans l'Etat canadien. Au nom de l'unité de la classe ouvrière, nos adversaires de la gauche se met dans le camp de la bourgeoisie impérialiste contre les luttes des Québécois contre leur oppression linguistique. Une véritable unité des travailleurs des deux nations se forgera sur la base de la reconnaissance par les travailleurs non-francophones de l'oppression des Québécois et des Canadiens-français hors Québec.

### 3. Concessions aux Québécois

D'autre part, le gouvernement libéral et maintenant les péquistes essaient de faire des concessions relativement mineures aux Québécois. L'introduction en 1974 de la loi 22 par Bourassa a été une tentative de résoudre l'opposition à la loi 63 de l'Union Nationale sans pour autant concéder sur le principal--les privilèges anglais et le système scolaire anglais. Cette loi a déclaré le français comme langue officielle du Québec, concession aux revendications des francophones, mais a trouvé une formule injuste sur les écoles pour obliger les immigrants à envoyer leurs enfants aux écoles françaises tout en laissant en place les privilèges des anglophones de souche.

Mais les anglophones s'opposaient violemment à ces quelques concessions aux francophones alors que les francophones n'ont été nullement satisfaits. La chute de Bourassa a été en partie le résultat de l'opposition des deux côtés à la loi 22.

### 4. La loi 101

Le PQ a introduit la loi 101 l'été passé. L'introduction au texte de la loi va très loin dans l'explication de l'oppression des francophones. Mais dans son contenu réel la loi demeure dans le même cadre que la loi 22. Cette loi contient des aspects progressistes mais très secondaire comme l'affichage en français. En ce qui concerne le français comme langue de

travail, elle prévoit le droit de grève si ce droit n'est pas respecté mais il y a beaucoup de moyens pour les grosses corporations de contourner cette loi avec des amendes ridicules en cas d'infraction. Le français est reconnu comme langue officielle des tribunaux mais il y a des exceptions possible que le rend presque sans signification. Plus important, la loi prévoit le maintien du système scolaire anglais parallèle au système français et tout comme la loi 22, veut placer le fardeau de la francisation sur le dos des immigrants, en laissant aux anglophones de souche leurs écoles.

### Les immigrants

Les dispositions de la loi 101 et la loi 22 sur les écoles ont fourni des armes aux chauvins anti-qubécois qui ont opposé le mot d'ordre de "liberté de choix" de la langue de l'enseignement à ces deux lois-là, au nom de défendre les immigrants. Ils se sont servi des immigrants comme pions pour relancer leur campagne chauvine contre les droits linguistiques des francophones et contre le mouvement indépendantiste. En réalité il ne s'agit pas de choix car la situation objective les mènera à choisir l'anglais.

Par contre, si on va obliger les francophones et les immigrants à fréquenter des écoles françaises, il faut appliquer les mêmes mesures aux anglophones. Sinon, les immigrants et même les francophones peuvent avec justesse se plaindre qu'on veut les laisser dans le ghetto francophone en laissant seuls aux anglophones de souche le privilège de l'enseignement dans la langue d'avancement social--l'anglais. C'est pour cette raison qu'il faut appeler pour un seul système scolaire, laïc et français pour tous, le seul moyen d'éliminer les privilèges et les divisions entre anglophones, francophones et immigrants ainsi que les divisions religieuses, seul moyen d'unifier la classe ouvrière.

Bien sûr, nous reconnaissons la nécessité pour les immigrants et les anglophones d'avoir un programme de transition vers les cours en français et je reconnais la nécessité d'une discussion sur les moyens corrects d'élaborer un programme pour les immigrants comme aux E-U où des cours sont fait dans leur langue maternelle pour permettre un transition vers l'anglais. Dans le cas du Québec se serait évidemment une transition vers le français. De plus, nous défendons le droit de tous à apprendre de manière facultative l'anglais ou toute deuxième langue, et de maintenir leur langue et leur culture. Il faut exiger des cours de français gratuit pour tous les adultes qui veulent en profiter des cours et en français québécois, ce qui n'existe pas actuellement.

La seule exception, c'est le cas des peuples indigènes. Nous défendons leur droit en tant que peuples indigènes à déterminer eux-même les langues qu'ils veulent parler. (Nous sommes tous d'accord qu'il faut un système scolaire unique et laïc.)

### Les revendications immédiates et à long terme

Nous réclamons les droits linguistiques des francophones au Québec: le droit au travail en français, le droit inconditionnel de grève si ce droit n'est pas respecté et des comités contrôlés par les travailleurs pour veiller au respect de ce droit. Nous appelons pour des mesures sérieuses comme la nationalisation des compagnies qui refusent de respecter ce droit.

Je crois qu'il faut appeler pour l'abolition du système scolaire anglais et l'établissement d'un seul système qui est laïc et français.

Mais nous reconnaissons aussi que seule la république des travailleurs du Québec, peut jeter les bases pour l'élimination de l'oppression nationale des Québécois et permettre une véritable liberté de choix de langue à tous sans l'obligation de parler l'anglais.

Evidemment, la question linguistique est un aspect très important de la lutte pour l'indépendance. Les réactionnaires et en particulier le gouvernement fédéral reconnaissent ce fait en se servant de controverses sur les lois linguistiques comme fer de lance de leur campagne contre l'indépendance du Québec. Face à cette offensive, nous défendons le droit de l'Assemblée nationale de légiférer sur la question sans l'ingérence du fédéral et dans ce sens nous défendons la loi 101 contre les réactionnaires tout en soulignant son contenu insuffisant et même réactionnaire.

ANNEXE 2 AU PROCES-VERBAL NO. 2 DU COMITE POLITIQUE.  
RAPPORT SUR LE 3e CONGRES DU GSTQ (par Christian Corbière).

---

Ce rapport reprend les grandes lignes d'un premier bilan du Congrès du GSTQ que j'ai présenté au Bureau National québécois le 19/10/77. Je n'y ai apporté que quelques modifications mineures qui intègrent certains développements plus récents de nos rapports avec le GSTQ.

Dans son ensemble, le 3e Congrès du GSTQ qui s'est tenu en 2 sessions (une première des 6 au 10 octobre 1977, une deuxième les 29-30 octobre) confirme les grandes lignes de notre évaluation de cette organisation telle que présentée à la première réunion du Comité Politique (cf. "Nos relations avec le Groupe Socialiste des Travailleurs du Québec", Bulletin Intérieur no. 2, , Octobre 1977).

A savoir, premièrement, que cette organisation traverse un processus d'évolution politique réel, et deuxièmement, que cette évolution dans ses grandes lignes, va dans le sens d'une convergence politique plus grande avec la LOR (quels que soient par ailleurs les nombreux problèmes qui subsistent).

### 1) Les relations LOR-GSTQ.

Un des éléments les plus frappants du Congrès est le fait que la LOR/RWL est véritablement apparu au centre des préoccupations de cette organisation. La résolution sur "Les récents développements au sein du Secrétariat Unifié et le combat pour la reconstruction de la Quatrième Internationale" est essentiellement centrée sur la fusion et la dissolution de la FLT. Le rapport politique dans son évaluation de la coalition NPD-RMS est marqué par le souci à la fois de se justifier et de se démarquer de nous, tout en reprenant certaines des critiques que la LSA/LSO et le GMR aient adressées au programme de la coalition. La résolution sur "Le GSTQ et le combat pour le parti des travailleurs" et la construction du RMS comprend une polémique contre le texte "Tactique et tâches de construction" adopté au Congrès de fusion. Le rapport sur le travail dans la jeunesse comporte une importante partie sur le bilan que tire le GSTQ du travail avec la LSA/LSO et le GMR sur le terrain étudiant. Le rapport sur le travail femme tente d'esquisser une orientation générale en se démarquant de l'ex-GMR et du SWP sur la question du mouvement autonome de femmes. Cette simple énumération suffit à indiquer l'importance qu'accorde le GSTQ à la naissance de la LOR. Notons qu'au 2e Congrès du GSTQ, ni le GMR, ni la LSO n'étaient une préoccupation aussi centrale pour ces camarades.

Il est clair que le GSTQ a été pris par surprise par rapport à la fusion (tout comme le CORQI l'a été par rapport à la dissolution de la FLT). La direction du GSTQ a, de toute évidence, été dans un premier temps, désorienté face à la fusion et a dû se réorienter rapidement face à la nouvelle situation, à laquelle elle n'était pas politiquement préparée. Le GSTQ est maintenant confronté : premièrement à une organisation trotsyste plus grosse que lui au Québec et qui dispose d'une présence nationale beaucoup plus développée; deuxièmement, qui existe à l'échelle pan-canadienne et face à laquelle le minuscule SWG ne fait pas le poids; troisièmement, qui sur les principales questions clés de la lutte des classes, dans la période actuelle, a des positions très proches des siennes (NPD, indépendance, parti ouvrier, ..). La conclusion à tirer est claire : la construction d'un parti révolutionnaire pan-canadien ne peut contourner l'existence de la LOR-RWL.

La direction du GSTQ a néanmoins réagi d'une façon conservatrice, du moins dans un premier temps. ce qui, à ce niveau caractérisait leur Congrès et ses débats préparatoires (si on en juge d'après les textes qui nous ont été rendus disponibles) c'était le souci extrême de la direction

de se démarquer de la LOR, de resserrer les rangs de l'organisation autour d'elle :

- a) en se raccrochant aux divergences internationales,
- b) en dénonçant la fusion comme sans principes (sans toutefois engager le débat politique sur les bases de la fusion en tant que telles),
- c) en montant en épingle certaines divergences réelles en épingle (la coalition NPD-RMS presque présentée comme une question de principe...),
- d) en adoptant un ton plutôt ultimatisé envers la LOR ("tactique inacceptable", la LOR doit faire son bilan de sa non-participation au front unique lors des dernières élections, etc).

Toutefois, malgré ces réflexes défensifs, et malgré le ton parfois cassant de "Tribune Ouvrière", l'élément central, la signification réelle du Congrès est ailleurs. Elle réside dans la volonté affirmée du GSTQ de maintenir le débat et l'unité d'action avec la LOR. Ceci est pour nous le facteur déterminant pour notre orientation envers eux. C'est également le facteur déterminant dans leur orientation envers nous. Ils peuvent hausser le ton, resserrer les coudes face à la LOR, se raccrocher aux divergences internationales ou aux divergences passées, il n'en demeure pas moins que toutes ces réactions sont le produit, en réalité, d'un rapprochement politique objectif entre nos 2 organisations. Cela le GSTQ ne peut l'ignorer et il le sait. Ceci est pour nous l'essentiel, non pas le ton sectaire des résolutions, de certains rapports ou de certaines interventions. C'est en maintenant le débat commun et l'intervention commune, que ces relents sectaires seront battus en brèche pour faire place à un débat politique sain. Aussi, allons nous persévérer dans cette voie quelles que soient les sautes d'humeur occasionnelles de "Tribune Ouvrière" ou les raidissements fractionnés de quelques membres ou dirigeants du GSTQ.

## 2) Le sens politique du Congrès.

L'évènement politique le plus marquant du Congrès a été incontestablement le changement de ligne sur la question nationale. Le tournant a été précédé par 3 conférences internes sur la question nationale. Nous n'avons pas été informés de la teneur de leurs débats. Quels qu'ils aient pu être, la résolution soumise au Congrès a été votée à l'unanimité. Après avoir pendant toute une période, tenté d'ignorer la question, puis à la réduire à une simple tâche de plus parmi les autres tâches démocratiques non résolues dans l'Etat canadien (la question nationale québécoise devant être solutionnée dans le cadre d'une assemblée constituante pan canadienne), le GSTQ se prononce maintenant pour une "République libre du Québec".

Indépendamment du caractère erroné de la formulation du mot d'ordre, il s'agit là d'un énorme pas en avant pour cette organisation, et d'un pas qui va dans notre direction. Plusieurs formulations de la résolution (et du rapport) restent peu claires, ambiguës. Nous ne savons toujours pas comment ce tournant va se concrétiser dans la pratique. L'évolution du GSTQ sur cette question n'est d'ailleurs pas achevée. Il s'agit d'une nouvelle problématique dont il ne maîtrise pas encore toute la dynamique. Ceci était évident dans leur tract du 14 octobre 1977 où le GSTQ met de l'avant le mot d'ordre de Gouvernement des organisations ouvrières unies autour du NPD contre le gouvernement Trudeau, réussit à ne pas mentionner l'indépendance, et se contente d'opposer une conférence intercentrale au gouvernement Lévesque ! Ce tract a d'ailleurs été critiqué par plusieurs militants de l'organisation lors de la 2e session du Congrès et les critiques ont été reprises par la direction. Quels que soient les problèmes qui demeurent, il n'en demeure pas moins que sur cette question cruciale de la lutte des classes la LOR et le GSTQ travaillent dans un cadre politique largement commun. Les données du débat entre les 2 organisations ne sont plus du tout ce qu'elles étaient avant ce Congrès. Alors que nous devions auparavant centrer le débat sur la question : les marxistes-révolutionnaires devraient-ils reprendre à leur compte le mot d'ordre d'indépendance, nous devons maintenant le centrer sur la ques-



tion de l'articulation concrète de nos mots d'ordre de façon à lier lutte nationale et lutte pour le socialisme. Il s'agit là d'un saut qualitatif.

Tout aussi importante était la discussion sur le bilan à tirer de la coalition NPD-RMS. Le rapport et la résolution effectuaient un retour critique sur certains aspects de la coalition, plus particulièrement sur son programme, qui aurait selon le Congrès, contenu des "dérapages réformistes" (par exemple, les revendications sur la réduction du budget de l'armée et de la police, sur la taxation des profits, etc...) Par ailleurs, la ligne fondamentale qui a donné lieu à la coalition est caractérisée comme fondamentalement juste. Ce sera là pour la LOR un des axes de débat central avec le GSTQ. Il recoupe toute une conception du F.U.O., conception qui est à la base de toute l'orientation du GSTQ. Mais il est clair que l'autocritique partielle sur le programme de la coalition est un pas en avant, ouvre des brèches dans leur problématique traditionnelle et ouvre la porte à une autocritique plus large.

Sur le travail dans la jeunesse, il faut noter une volonté nettement plus grande de construire le RJS d'une part, et des changements importants dans la conception du GSTQ sur les relations parti-jeunesse. La perspective de construire le RJS comme regroupement vaguement socialiste fait place à celle de construire une organisation de jeunesse en "sympathie politique avec le GSTQ". Donc, une tendance à un réalignement sur les normes léninistes classiques. Malheureusement, la discussion a révélée une énorme confusion. Personne ne semblait avoir une idée très claire de quel type d'organisation de jeunesse il fallait construire. Le RJS est toujours caractérisé comme une organisation "large", sans que cela ne soit clairement défini. La confusion est d'ailleurs aggravée par certaines des propositions contenues dans la résolution : ainsi, les militants jeunes de la LOR sont invités à militer dans le RJS... "organisation sympathisante du GSTQ". Le Congrès du RJS qui doit se tenir bientôt permettra peut-être de clarifier certains de ces problèmes.

Sur la question femmes, il y a un certain assouplissement de la position du GSTQ. Il accepte maintenant, en principe (reste à voir ce que cela voudra dire en pratique...) de travailler dans les groupes femmes extérieurs au mouvement syndical, "même si ce n'est pas prioritaire". Ensuite, l'organisation assume beaucoup plus ouvertement la lutte pour l'avortement (au 2e Congrès, on insistait davantage sur le ...droit à la maternité) et fait une petite autocritique sur l'insuffisance de leur travail sur la question. Toutefois un débat majeur est nécessaire avec eux sur notre position sur le mouvement autonome de femmes, le GSTQ démontrant une incompréhension quasi-totale sur la question (quoique là aussi, il y a un certain assouplissement dans les formulations : le GSTQ n'est pas opposé à l'existence de groupes femmes autonomes, même "si ce n'est pas notre perspective"). Fait intéressant, une camarade de la LOR a pu intervenir lors de cette discussion pour présenter notre position sur le MAF.

Sur le RMS, on a tenu à réaffirmer clairement le caractère large du regroupement, la nécessité d'une politique souple en son sein, le fait que c'était un cadre de F.U.O., que le GSTQ pourrait très bien éventuellement se retrouver minoritaire dans le RMS, etc. Les projets majeurs votés au Congrès du GSTQ comprenait une conférence nationale sur le parti des travailleurs organisée par le RMS et la publication d'un journal mensuel. A l'heure actuelle, le RMS regroupe, outre les militants de la LOR, surtout le GSTQ et sa périphérie, et malgré ses belles déclarations du Congrès, maintient un contrôle très rigide sur le RMS.

Ce Congrès a été un Congrès de tournants, de réajustements et de glissements politiques. Ils sont dus à la capacité de cette organisation de réagir empiriquement à la lutte des classes. Le tournant sur la question nationale a été très clairement provoqué par le 15 novembre. Les glissements et réajustements dans leurs différents secteurs d'intervention reflètent certaines difficultés dans le travail de masse. Le RJS, conçu comme un vague regroupement s'est retrouvé avec une base

des plus hétérogènes, y compris des éléments sympathisants du PCC (ml)... Il a fallu épurer et redéfinir le rôle du RJS. La manifestation avortement du 2 avril et le faible développement des comités de condition féminines syndicaux jusqu'à date à probablement amené les militantes du GSTQ à une vision plus souple, moins formaliste du travail femme. Dans le mouvement syndical, le GSTQ a été pris de court par la montée des mao-staliniens d'une part, par le backlash de droite (péquist de l'autre. Ceci a résulté entre autre dans leur perte de l'exécutif de l'Alliance des Professerurs de Montréal (CEQ). Bref, toute l'expérience de la dernière année a forcé cette organisation, souvent très empiriquement, parfois très confusément, à modifier ses positions.

### 3) Le GSTQ vu de l'intérieur.

De ce que nous avons pu voir au Congrès, il s'agit d'une organisation d'environ 60-75 militants, surtout concentrés à Montréal avec quelques camarades isolés ailleurs (Trois-Rivières, Amos, Québec). On ne peut vraiment parler d'une présence nationale de l'organisation, pas plus que d'une véritable présence pancanadienne (le groupe de Toronto est très petit). Il est surtout présent dans le mouvement syndical et la proportion des membres syndiqués est élevée, particulièrement chez les enseignants.

Il ne s'agit pas d'une organisation monolithique, même si elle semble relativement homogène à l'heure actuelle (toutes les principales résolutions ont été votées unanimement). Il nous a semblé qu'il y a eu 3 types de sensibilité quelques peu différents qui ont fait surface au Congrès. Un courant résolument hostile à la LOR, farouchement "antipabliste", sectaire, qui trouve que le GSTQ est trop mou envers la LOR et qui préférerait le voir adopter un style à la Lora (il faudra probablement détruire organisationnellement les pablistes"). Ensuite, la direction du GSTQ, dont j'ai décrit le comportement un peu plus haut. Finalement, l'"aile jeune" du GSTQ, certains des militants du RJS qui ont à notre égard une attitude assez ouverte. Ceci n'a rien d'étonnant, c'est sur le terrain du travail étudiant que nous avons développé le travail commun le plus soutenu et le plus étroit et c'est sur ce terrain également que la pression mao-stalinienne se fait le plus durement sentir sur le GSTQ--d'où un certain de réflexe de "famille" face aux staliniens.

Quels que soient les traits ou les attitudes plus ou moins sectaires que cette organisation peut exhiber à l'occasion, elle n'a rien d'une secte. Au contraire, tout le dernier Congrès démontre qu'elle est capable d'une évolution politique considérable, qu'elle sait globalement faire des réajustements politiques pertinents face à l'expérience concrète de la lutte des classes. La discussion au sein de l'organisation est également très réelle. Plusieurs camarades du GSTQ ont critiqués ceratines résolutions ou rapports (particulièrement le rapport sur la situation internationale). Plusieurs interrogations ont été soulevées sur quelques autres (la concrétisation de leur ligne sur la question nationale, par exemple).

La direction de l'organisation jouit d'une très forte autorité politique auprès des membres de l'organisation et le patriotisme d'organisation est très développée. Nous devons en tenir compte dans nos relations avec eux. Vu le rapprochement politique réel entre nos organisations, nous n'avons aucun intérêt, absolument aucun, à manœuvrer avec le GSTQ. D'une part, la ligne esquissée dans mon premier rapport au Comité Politique doit être rigoureusement maintenue; d'autre part, nous devons maintenir eddes relations d'organisation à organisation des plus correctes. Nous sommes intéressés à débattre avec l'ensemble du GSTQ. Nous voulons impliquer les membres de la LOR et du GSTQ dans un débat conjoint, nous ne voulons pas nous limiter à des "discussions au sommet". L'existence au sein du GSTQ d'une couche de militants qui nous est ouverte, avec laquelle nous sommes en contact régulier, peut accentuer les pressions vers un rapprochement au sein de cette organisation et nous ne devons pas le perdre de vue. Mais nous ne développons aucune perspective scissionniste. Nous voulons la fusion, si cela est possible, avec l'ensemble

du GSTQ. Nous ne développons pas non plus "une orientation envers la base", qui passerait "par dessus la tête de la direction". Une telle attitude serait désastreuse et compromettrait pour longtemps les relations entre les 2 organisations.

À plusieurs niveaux cette organisation s'est retrouvée jusqu'à son Congrès sur la défensive. Par rapport à nous d'une part : comment justifier l'existence de 2 organisations trotskystes séparées et ayant des positions similaires sur toutes une série de questions politiques clés ? Comment faire face à la brusque apparition d'une organisation trotskyste plus nombreuse et disposant d'une présence nationale plus large ? Comment développer leurs perspectives pan-canadiennes ? Si dans la période précédant immédiatement notre fusion, le GSTQ pouvait plus ou moins ignorer la ISO et le GMR, après la fusion cela devenait impossible.

Sur la défensive par rapport aux maoïstes. Après s'être pendant longtemps contenté de les traiter dédaigneusement de "gauchistes petit-bourgeois", ils se sont retrouvés face à une LC(ml)C disposant d'une influence et d'une capacité de mobilisation autrement plus importante que la leur, y compris dans le mouvement syndical. Ceci semble avoir traumatisé certains de leurs militants qui réclament maintenant du matériel polémique sur la Chine, le maoïsme, etc.

Sur la défensive dans son travail de masse : en plus de la perte de l'exécutif de l'alliance des professeurs de Montréal, ils ont vu le RMS être relativement marginalisé et se rétrécir numériquement suite à la désastreuse campagne NPD-RMS.

Sur la défensive par rapport à la situation politique : les rapports au Congrès étaient souvent très abstraits, notamment les 2 rapports politiques principaux : sur la question nationale et sur la situation politique. Le GSTQ semble encaisser les événements (il n'était pas politiquement préparé pour le 15 novembre) et s'adapter à eux, davantage qu'il ne les comprends. Dans le travail de masse, les perspectives de l'organisation sont plutôt schématiques : pour une conférence intercentrale sur la question nationale, pour une conférence intercentrale sur les revendications des femmes travailleuses, pour une conférence intercentrale sur le chômage (principale campagne du RJS), etc...

Le Congrès avait clairement pour fonction de reconstituer la cohésion de l'organisation face aux événements de l'année passée. Dans certains cas, cela a abouti à des changements politiques importants et positifs (question nationale), dans d'autres à des réponses ou à des bilans nettement insuffisants (NPD-RMS). Ce sera au débat conjoint avec le GSTQ, en étroite liaison avec le travail commun, de faire que cette évolution ne restera pas figée, mais continuera à progresser dans le bon sens.

#### 4) Le GSTQ et le CORQI.

Le CORQI est un point de référence réel pour les militants du GSTQ. L'affiliation n'est pas une simple formalité. Bien que le GSTQ en tant qu'organisation semble plus ou moins bien intégré au CORQI, ses militants, en bons trotskystes, se cherchent des affiliations internationales et les trouvent dans "La Vérité" et dans "Informations Ouvrières", les publications de l'OCI. Aussi, dans nos relations avec le GSTQ, la question du CORQI doit-elle être sérieusement évaluée. Plus particulièrement, nous devons déterminer soigneusement nos axes de débats internationaux avec cette organisation. Le débat international sur le stalinisme, sera par exemple, incontestablement un point de discussion important entre le GSTQ et la LOR. Certains débats spécifiques peuvent également surgir, notamment sur l'Espagne, ne fut-ce qu'en raison de la position similaire de l'OCI espagnole sur la question nationale à celle du GSTQ. Finalement, il est invraisemblable que nous pourrions passer à côté d'un débat sur la nature de l'internationale qu'il nous faut

construire.

Le représentant du Corqi au Congrès était le camarade Faoul, de l'OCI. Son rôle a été, à sa façon, somme toute positif. Réaffirmant les perspectives de discussion internationale du CORQI, ses remarques ont surtout contribué à tempérer les ardeurs "antipablistes" de certains militants du GSTQ. Reléguant les déclarations de Lora au rang d'opinions individuelles, il a mis le GSTQ en garde contre une vision trop unilatérale des derniers événements, et de la nature du "Secrétariat Unifié". On peut résumer l'essentiel de ses remarques de la façon suivante :

S'il existe au sein du SU des forces révisionnistes probablement irréformables (majorité de la section française, par exemple), on ne peut mettre toutes les forces du SU et même de la TMI sur le même pied. Des organisations comme la section suédoise ou le RMS-GMR sont des forces jeunes inexpérimentées qu'on ne peut ranger automatiquement dans le camp des révisionnistes incurables. Certes, ils peuvent avoir des approches révisionnistes, mais ce problème existe dans le CORQI également... Certes, la fusion s'est faite dans les pires conditions politiques possibles, tout comme la dissolution de la FLT. Mais ceci ne ferme pas la porte à tout débat, à toute perspective commune et on a toutes les raisons de rester optimistes quant à la situation au Canada et au Québec.

On peut penser ce qu'on voudra de cette évaluation de la situation. Différents camarades interpréteront probablement différemment la signification de cette intervention. Mais l'essentiel réside dans les éléments suivants : 1) l'intervention était dirigée "contre" les ultras de l'organisation 2) elle maintient la politique de "porte ouverte" et entérine et encourage (plutôt que de freiner) la perspective débat/travail commun de la direction du GSTQ. Pour le CORQI, si la situation s'est quelque peu dégradée avec la dissolution de la FLT et la fusion, il n'y a pas de changement qualitatif dans la situation.

#### 5) Le travail commun .

Il se développe à des degrés divers dans le travail de masse. Au sein du RMS, où nous participons actuellement à la construction de la conférence nationale sur le parti des travailleurs. Ce travail ne va pas sans problèmes : d'une part à cause du contrôle rigide qu'exerce le GSTQ sur le RMS ; d'autre part à cause de certaines tendances du GSTQ à vouloir substituer le RMS aux syndicats. Mais grosso modo, notre intégration dans le RMS est beaucoup plus réelle qu'elle ne l'a jamais été et c'est un champ de travail commun essentiel entre les 2 organisations. Des interventions communes sont d'ailleurs planifiées pour quelques congrès syndicaux (Fédération des Affaires Sociales, Fédération Nationale des Enseignants du Québec, etc). C'est dans le travail étudiant que nous avons jusqu'à date avancés le plus. Une liste commune LOR-GSTQ-RJS s'est présentée à différentes élections à l'UQAM sur une plate-forme commune. La collaboration LOR-RJS à l'UQAM a d'ailleurs eu tendance à renforcer le pôle trotskyste face aux mao-stalinien. Dans le travail femme, la situation est moins avancée. Un certain travail commun a pu se développer au sein des comités de la condition féminine de la CSN, mais jusqu'où cela ira n'est pas encore très clair : la ligne du GSTQ sur la question femme, si elle s'est quelque peu assouplie, n'en reste pas moins très déficiente.

L'important c'est que dans les 3 principaux secteurs d'intervention de la LOR, nous puissions maintenant commencer à travailler conjointement avec le GSTQ. L'épreuve pratique dans le travail de masse sera décisive pour toute perspective de fusion avec le GSTQ.

D'autres projets, centraux, de travail commun existent. Premièrement, celle d'une série de meetings conjoints dans 3 villes (Montréal, Sherbrooke, Québec) sur le thème "Le PQ un an après".

Une rencontre de direction est prévue pour le 19 novembre où nous discuterons nos bilans respectifs de leur Congrès et les perspectives du travail de masse commun. Ensuite, nous devrions envisager dès que possible l'amorce de discussions sur les prochaines élections fédérales. Personnellement, nous aurons à en discuter au prochain Comité Politique, je crois que nous devrions nous orienter vers la présentation d'une liste commune LOR-GSTQ, si possible sur une plate-forme commune.

Dans l'ensemble, malgré tous les problèmes, nous pouvons dire qu'à ce stade-ci les relations entre les 2 organisations sont très nettement supérieures à ce qu'elles ont jamais été avec les composantes fondatrices de la LOR, même au meilleur temps des relations GSTQ-LSO.

Finalement, nous avons commencé à élaborer un projet de revue commune. Ce projet est issu de l'adoption par le Congrès du GSTQ de la proposition de publier un "bulletin public conjoint". Face à cette proposition, nous avons certaines craintes. Premièrement, que ce serait un bulletin "public" confidentiel, orienté essentiellement envers les membres des 2 organisations et leur périphérie, où les 2 organisations s'affronteraient "ligne contre ligne" à cœur de page. Deuxièmement, que cela serait le seul terrain de débat entre les 2 organisations, que cela se substituerait à des réunions de membres conjointes, etc. Aussi avons nous fait les propositions suivantes :

- 1) la publication devrait être orientée essentiellement sur l'extérieur et présenter des positions trotskystes générales, une partie minoritaire de la publication seulement serait consacrée au débat entre les 2 groupes et ce autour d'axes de débat qui recouperaient des questions politiques centrales susceptibles de rejoindre des préoccupations politiques réelles des militants.
- 2) Simultanément, nous nous orienterions vers la publication d'un bulletin intérieur conjoint où se mènerait l'essentiel du débat entre les 2 organisations.
- 3) La revue et le b.i. conjoint devrait déboucher sur des réunions de membres conjointes où nous débattre de leur contenu.

La direction du GSTQ nous a semblé favorable à ces propositions. Aussi devrions dans la discussion sur ce rapport aborder cette question car elle a certaines implications pour le Canada anglais, le GSTQ préférant (pour des raisons évidentes, une publication pancanadienne.

(Sur cette question de revue conjointe s'est amorcé un débat au Comité Politique sur l'opportunité d'une telle publication. Il n'y a pas eu accord. Une proposition de compromis a été formulée : que la discussion se poursuive, et qu'en attendant nous proposons au GSTQ la publication d'un supplément conjoint Lutte Ouvrière/Tribune Ouvrière. Cette publication nous permettrait de tester concrètement les possibilités de publier une revue conjointe tout en ne nous engageant pas définitivement à une publication régulière. Cette proposition a été intégrée dans le rapport dont la ligne générale a été adoptée par le Comité Politique).

Christian Corbière.

**ANNEXE 3 AU PROCES-VERBAL NO. 2 DU COMITE POLITIQUE.  
RESUME DU RAPPORT INTERNATIONAL PRESENTE AU COMITE POLITIQUE ET AU  
BUREAU NATIONAL DU QUEBEC PAR CARIGNAN NOVEMBRE 1977.**

---

**1. REUNION DU SECRETARIAT UNIFIE, les 29, 30, 31 octobre.**

Les principaux points discutés furent: Un rapport sur le Canada et le Québec et sur la LOR/RWL présenté par McKenzie et Carignan, un rapport sur la situation aux Etats-Unis de Barnes, des rapports sur la France, l'Espagne, la République Fédéral de l'Allemagne, et sur l'Amérique Latine. Le rapport sur le récent congrès du Parti Socialiste des Travailleurs en Colombie (l'ancien Bloc Socialiste), sur les problèmes soulevés par le comportement des membres de la Tendance Bolchevik, et sur les perspectives d'unification du PST et de la Ligue Communiste Révolutionnaire sera publié pour l'information des directions des sections de l'internationale. La participation de plusieurs sections à la réunion étaient faibles. En même temps que la réunion du SU, il se tenait un comité central de la LCR (France) et un congrès de la Liga Comunista (Espagne)

**2. CONFERENCE DE DISSOLUTION DE LA TENDANCE MAJORITAIRE INTERNATIONALE**

Cette conférence, tenu le 1er novembre, a voté à l'unanimité la dissolution de la TMI. Une résolution écrite et un rapport présenté par Charles-André Duret ont été adoptés. Les documents de la conférence seront publiés dans la Documentation Internationale.

**3. FUSION DE INPRECOR ET INTERCONTINENTAL PRESS**

Après la conférence de la TMI, une série de discussions ont eu lieu au Bureau du SU. Dans le cadre de la dissolution de la TMI et de la FLT, tous étaient d'accord qu'il fallait commencer à surmonter une série de problèmes concrets par rapport au fonctionnement du centre international.

Ces discussions ont aboutis entre autre à la décision de fusionner l'Inprecors anglais avec Intercontinental Press, ceci dans le cadre d'une plus grande collaboration de tous les courants au sein de l'internationale tant pour le contenu de le nouveau IP que les Inprecors français, espagnols et allemands. A partir du 1er janvier, IP, tout en continuant de publier les genres d'articles de nouveaux à chaque semaine comme il le fait maintenant, publiera toutes les articles des Inprecors français, Espagnols, Allemands, qui sortiront à chaque deux semaines. Les discussions sont en cours avec les sections en France, Espagne et Allemagne pour qu'elles prennent une plus grande responsabilité pour la production.

**4. FUSION DE LA LC ET DE LA LCR EN ESPAGNE**

La majorité, entre 50 et 60%, ont voté au congrès de la LC de fusionner immédiatement avec la LCR. Les opposants, comprenant trois tendances différentes, ont déclaré leur intention de ne pas participer à la fusion. Cette fusion est prévue pour le mois de décembre lors du congrès de la LCR.

**5. DISCUSSION AVEC LE COMITE D'ORGANISATION POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV INTERNATIONALE SUR LE STALINISME**

La production d'un bulletin conjoint CORQI/ IV pour ouvrir la discussion sur le stalinisme attend toujours la contribution du SU. Celle du CORQI est prête. Pourquoi ce retard? D'une part il y a eu la préoccupation de la direction internationale avec la dissolution de la TMI et FLT et d'autre part les tentatives d'en arriver à un texte commun au SU n'ont pu se réaliser à ce jour.

....2 Rapport international

## 6. RELATIONS LOR LCR

J'ai donné un rapport à la Direction de la LCR sur nos relations avec le GSTQ. J'ai pu également discuter avec le responsable de la LCR des éditions pour le mettre au courant de nos projets de publications. Il m'a informé que la LCR prévoit publié dans les prochains mois: les thèses sur les femmes adoptées à la dernière conférence LCR ; une brochure sur l'Organisation Communiste Internationale ; une brochure sur le nucléaire et finalement les textes inédits de Rosa Luxembourg sur le parlementarisme et les conseils ouvriers.

François Olivier, du comité central de la LCR en France, a confirmé qu'il viendra à Montréal du 8 au 13 janvier, après le congrès de la Young Socialist Alliance aux Etats-Unis. Il est responsable du travail jeune et des relations avec l'OCI pour la LCR. Nous devons en profiter pour discuter avec lui sur ces deux points lors d'une réunion spéciale du Bureau National. Il est également possible d'envisager des assemblées publiques sur les campus sur la situation politique en France.